



DES PISTES CONSTRUITES AVEC UNE HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE

Pistes Rurales – Désenclavement à l'Est (PrEst)

Capitalisation de quinze ans d'appui de la Coopération suisse au désenclavement des villages de la Région de l'Est du Burkina Faso



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



EDITORIAL

La route a de tout temps été reconnue par les populations comme indispensable à leur développement. Que ce soit des routes bitumées ou de type pistes rurales, l'existence et l'entretien de bonnes routes permettent d'améliorer non seulement le désenclavement physique, mais aussi la mobilité, les échanges socioéconomiques et culturels, l'accès aux zones à potentiel de production agrosylvopastorale et aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé, l'eau potable ou encore les marchés.

Au Burkina Faso, le réseau routier est encore faible avec seulement 0,24% de routes bitumées. En zone rurale, 76% de la population n'a pas accès à des infrastructures routières praticables en toute saison. La région de l'Est, fait partie des régions ayant un faible réseau routier praticable toute l'année. En effet, elle ne dispose actuellement que d'un tronçon bitumé de 411,5km sur 3527,144 km de routes classées.

La Coopération suisse a initié en 2002 le programme « Pistes rurales, désenclavement à l'Est (PrEst) ». Ce fut au départ une expérience pilote d'aménagement de pistes rurales avec l'introduction de l'approche Haute Intensité en Main d'Oeuvre (HIMO). De 2002 à 2014, le programme a été réalisé en régie avec l'ONG Helvetas Swiss Intercooperation. De 2014 à 2017, l'appui a été focalisé sur le transfert des capacités au Conseil régional de l'Est, qui assure actuellement la maîtrise d'ouvrage des réalisations et l'entretien des pistes rurales. Helvetas et une fiduciaire (cabinet Niza) apportent respectivement un appui technique et financier au Conseil régional sur mandat de la Coopération suisse.

Avec le programme PrEST, la Suisse a accompagné les communautés de la région de l'Est à bâtir plus de 360km de pistes rurales. Près de 126 ouvrages (radiers, ponts de franchissement, barrières de pluies, etc.) ont été directement réalisés dans 14 communes rurales, désenclavant près de 500'000 personnes.

*Il faut dire aux gens que la voie
apporte beaucoup*

(Nassouri Foldja, Maçon, Boumoana)

EDITORIAL

Plusieurs acquis au bénéfice des populations ont été enregistrés dans la zone. Au-delà du désenclavement, on peut citer la génération de revenus pour près de 43'250 personnes dont 12'975 femmes ce qui a fait baisser la migration de jeunes adultes qui ont pu réinvestir les revenus acquis des travaux HIMO dans diverses activités économiques. Il faut également mentionner, l'émergence de l'expertise locale en gestion de projet HIMO et d'intermédiation sociale, avec près d'une centaine d'entreprises privées créées, sources d'emplois pour de nombreuses femmes et jeunes adultes. On peut enfin relever des changements positifs dans les rapports sociaux de genre (près de 30% des participants aux travaux HIMO sont des femmes). Cela a induit, fort heureusement, une modification des stéréotypes liés au travail des femmes sur ce type de chantier ainsi qu'un appui significatif à l'autonomisation économique des femmes.

Dans le cadre de la décentralisation intégrale du territoire, cette intervention a aussi été un champ d'apprentissage. Elle a renforcé, depuis 2014, l'effectivité du transfert par l'Etat des compétences pour la réalisation des pistes rurales aux collectivités territoriales.

Au fil des années, le programme PrEst a ainsi facilité les dynamiques locales de concertation entre les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat favorisant ainsi des processus de planifications locales et régionales cohérentes. Au niveau communautaire, les comités villageois de pistes mis en place s'inscrivent progressivement dans une relation complémentaire avec les structures habilitées de l'Etat pour l'entretien du réseau routier. Le ministère des infrastructures a dans ce sens renforcé les capacités techniques du Conseil Régional de l'Est pour la maîtrise d'ouvrage au moyen de l'approche HIMO, avec la mise à disposition d'un technicien.

Ces évolutions nous réjouissent car elles démontrent une prise en compte des enjeux d'ancrage et de durabilité des acquis par les acteurs impliqués. Nous espérons qu'elles se poursuivront à travers l'élaboration et l'application d'une politique nationale HIMO sous l'égide de l'Etat et avec le soutien d'autres partenaires techniques et financiers.

Au terme de 15 ans d'appui, la présente capitalisation nous permet de prendre le recul nécessaire pour reconstituer le profil historique de l'appui de la Coopération suisse, identifier les acquis, analyser les insuffisances et tirer les enseignements pour une mise en perspective du programme PrEst.

L'exercice a mis en évidence des facteurs clefs de réussite présentés dans cette brochure. Ils nous renseignent de manière plus approfondie sur l'utilité de l'approche HIMO pour les populations. L'appui accompagnement

en HIMO nécessite beaucoup de temps pour réussir le transfert progressif des compétences en tenant compte des situations d'instabilité des interlocuteurs. Aussi, nous retenons sur le plan de l'approche, la nécessité d'améliorer la prise en compte des femmes et de leurs enfants travaillant sur les sites ainsi que l'intégration de la réalisation d'autres aménagements prioritaires pour les communautés. Par ailleurs, la collaboration avec les institutions de formation en ingénierie pour l'intégration de l'approche HIMO doit être renforcée. Il reste aussi important pour l'Etat et les Collectivités Territoriales de prévoir des ressources conséquentes dans leurs planifications budgétaires pour l'entretien des pistes et ouvrages.

Nous espérons que les lecteurs et lectrices de cette brochure y trouveront bien des informations d'intérêt, et que cette capitalisation servira à de nouvelles réalisations et un meilleur entretien des pistes rurales avec l'approche HIMO au Burkina ou ailleurs.

Si cette brochure suscite des questions, la Coopération suisse reste disponible pour des échanges. N'hésitez pas à nous contacter.

Je réitère mes sincères félicitations et remerciements à tous les acteurs du programme et du processus de capitalisation. Je garde l'espoir de meilleures perspectives pour l'approche HIMO.

Bonne lecture à toutes et à tous



Jean-Bernard DUBOIS

Directeur

Bureau de coopération suisse au Burkina Faso

SOMMAIRE

Chapitre

Editorial	2
Sommaire	4
Abréviations	5
Approche	7
Effets observés	13
Principes d'action	8
Effets observés	16
Impacts du désenclavement	19
Forces et faiblesses de l'approche	20
Faiblesses	22
Enseignement	22
Recommandations	27
Perspectives	29
Postface	30
Références choisies	31

Portraits

Portrait Koanda Habibou	11
Portrait Jonas Tindano	12

Études de cas

Récit de vie Bakari Gnagabare	6
Mr YONLI Lamoudi	9
Avantages, inconvénients/exigences et risques de l'approche HIMO	10
Ousmane Yentéma Yonli	14
Il faut se prendre en main Kimsa Martin Lamkoande	17
A Seiga, les femmes prennent le pouvoir Marie-Claire Yoni	17
Durabilité – Sorghou: Quand l'approche HIMO fait tâche d'huile	20
Coûts de la réalisation d'une piste par l'approche HIMO	21
Quand l'argent n'arrive pas Nassouri Kanfiéni	23
Thion: la vie transformée de deux anciennes manœuvres	24



ABRÉVIATIONS

BET	Bureau d'Etude Technique
BUCO	Bureau de Coopération de la DDC
CCTP	Cadre de Concertation Technique Provincial
CHF	Francs suisses
CIVP	Comité Inter Villageois des Pistes
CPAT	Commission Provinciale d'Aménagement du Territoire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CT	Collectivités Territoriales
CVP	Comité Villageois des Pistes
CVD	Conseil Villageois de Développement
CVGT	Comité Villageois de Gestion du Terroir
DAO	Document d'Appel d'Offre
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
DEPAC	Programme d'appui à la décentralisation et à la participation citoyenne
FCFA	Francs CFA
GEM	Gestion Entretien et Maintenance
HIEQ	Haute Intensité d'Équipement (méthode de construction classique)
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
HSI	HELVETAS Swiss Intercooperation
IST	Infection Sexuellement Transmissible
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MI	Ministère des Infrastructures
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la société Civile
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PrEst	Programme Pistes Rurales désenclavement à l'Est
PTDIU	Projet de Transport et de Développement des Infrastructures Urbaines
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTR HIMO	Projet de Travaux Routiers à Haute Intensité de Main d'œuvre
SECO	Secrétariat d'Etat à l'Economie
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquise

*Ayant une piste, nous les femmes
devenons visibles et pouvons vendre
nos produits sur d'autres marchés*

(Villageoise)



Recruté en décembre 2002 comme Conseiller en aménagement et entretien de pistes rurales par Helvetas dans le cadre de la mise en œuvre du PrEst, j'ai travaillé avec sept collaborateurs/trices dont un chef de programme expatrié, un conseiller en développement local, une aide comptable, une secrétaire gestionnaire, deux chauffeurs et un agent de liaison.

En 2003, il s'est agi pour la phase 1, de construire les outils de mise en œuvre du programme basés sur la recherche-action et de créer les conditions d'un programme d'accompagnement de la décentralisation et des acteurs du secteur de désenclavement. Durant cette phase, mes collaborateurs et moi avons sillonné tous les villages de la zone d'intervention du programme en vue de la conception et de l'élaboration des outils de planification concertée. Ceci a abouti à l'élaboration d'un manuel de diagnostic qui prend en compte l'intermédiation sociale et les besoins primaires des communautés de base y compris les besoins en désenclavement. Cette phase a permis de tester tous les outils en passant par l'approche technique pour l'aménagement et l'entretien des pistes et la méthode HIMO. Ce qui m'a valu beaucoup de sorties dans les villages dans lesquels j'ai participé activement à des sensibilisations pour la compréhension de l'approche et de la méthode.

A partir de la seconde phase (2004 – 2008), le personnel du PrEst s'est étoffé avec le recrutement de trois techniciens en appui du conseiller en aménagement et entretien des pistes; l'arrivée de ce personnel d'appui m'a valu l'attribution du poste de responsable de la cellule technique.

Avec ces collègues et l'appui d'un conseiller technique expatrié, l'équipe du PrEst a conçu beaucoup d'outils de suivi et d'évaluation des activités du programme dont les fiches de pointage et de rémunérations de la main-d'œuvre. La relecture du manuel de diagnostic a tenu compte du processus de décentralisation intégrale enclenché et de l'adaptation des outils de planification notamment les plans directeurs des pistes (outils de planification sectorielle). Cette phase a permis le renforcement de la formation technique à tous les niveaux: PME, BET, services techniques, personnel du programme, etc. Les thèmes techniques et les thèmes transversaux ont été dispensés à l'endroit de ces bénéficiaires en vue du renforcement de leur capacité dans l'exécution des activités.

Durant ces deux premières phases, mes collaborateurs/trices et moi avons contribué activement à l'atteinte des objectifs du programme dont les résultats ont été beaucoup appréciés par tous les partenaires.

La troisième phase (2008 – 2010) a été mise à profit pour élaborer et faire valider au cours d'un atelier national en 2009, les documents techniques que sont: le référentiel technique de mise en œuvre des pistes HIMO et le manuel d'entretien.

Quant à la quatrième phase (2011-2015), j'ai été nommé comme coordinateur des programmes pour mettre en œuvre aussi bien la première partie de la phase avec la réalisation de 50 km de pistes mais aussi la mise en œuvre des mandats avec certains partenaires techniques intéressés par la méthode HIMO tels que la Banque Mondiale avec une première expérience dans la réalisation de 35 km de pistes rurales dans deux communes de l'Est et l'AFD, l'accompagnement des producteurs de coton à travers le désenclavement de certaines zones de production cotonnière par la réalisation de 25 km de pistes HIMO à l'Est et dans le Koulwéogo, et enfin dans de petits projets de résilience suite aux inondations ou à la sécheresse. Il faut dire que la mise en œuvre de toutes ces activités ont permis de me faire connaître par les différents acteurs et les bénéficiaires des zones concernées. La seconde partie de la phase, confiée au Conseil régional de l'Est, répond aisément aux objectifs et à la finalité du programme PrEst.

Enfin, je remercie tous mes collaborateurs/trices d'HELVETAS Swiss Intercooperation et adresse mon sentiment de reconnaissance à la Coopération Suisse qui a initié un tel programme d'accompagnement de la décentralisation avec comme outil, pour la composante « désenclavement », les pistes rurales par la méthode HIMO.

APPROCHE

Avec le PrEst, la Coopération suisse, a voulu réaliser une expérience pilote d'engagement et d'accompagnement de processus dans le domaine des pistes avant même l'apparition locale des nouvelles institutions issues de la décentralisation. Il s'agissait de récolter des connaissances pour un développement futur de l'approche HIMO comme standard à tous les niveaux de l'Etat, des communautés villageoises et aux différents ministères concernés. L'approche était la suivante :

Principe du faire-faire

Le programme ne réalise pas, il fait faire dans le cadre d'arrangements avec des promoteurs de projets représentatifs. Les projets sont mis en œuvre sous forme de contrats et mandats de réalisation par des prestataires choisis de façon objective. Basée sur des procédures formellement établies (et adoptées en comité de pilotage), toute action de terrain est couverte par une décision collégiale des partenaires du programme. Il s'agit d'un processus à construire avec des partenaires en apprentissage.

Accompagnement intensif

Tout le processus est accompagné par un gros effort de formation de tous les acteurs et par des activités d'intermédiation sociale, indispensables pour la prévention et la gestion des conflits et aussi pour le bon déroulement des travaux et l'appropriation des pistes par les usagers et les autorités.

Adaptation continue

Le PrEst s'inscrit dans les stratégies nationales du Burkina, particulièrement le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), la Stratégie Nationale du Transport rural (Mars 2003) et l'environnement législatif évolutif concernant la décentralisation et la déconcentration. Déléguée dans un premier temps à HELVETAS Swiss Intercooperation, la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des pistes rurales est petit à petit transférée aux nouvelles institutions issues de la décentralisation notamment au Conseil régional. L'architecture des flux financiers évolue aussi en fonction du dispositif institutionnel de la maîtrise d'ouvrage.

Haute Intensité de Main d'œuvre - HIMO

En ce qui concerne la réalisation des pistes, le programme met l'accent sur l'utilisation d'un maximum de main d'œuvre et de matériaux localement disponibles, l'adoption de techniques simples et la promotion d'entreprises locales.

Capitalisation

En tant que programme expérimental le PrEst documente le processus, l'évalue ensemble avec les résultats du programme, en tire des enseignements et des recommandations. Des études sont réalisées pour développer le savoir sur des points particuliers. Pour que la capitalisation soit utile, ses résultats sont publiés et diffusés au moyen d'un rapport illustré, d'un film et de la présente brochure.

Acteurs et bénéficiaires

Les **bénéficiaires directs** du Programme sont les communautés villageoises de l'Est à travers leurs collectivités territoriales (la Région et les 14 communes concernées). Les bénéficiaires indirects sont tous les partenaires et parties prenantes à la mise en œuvre du Programme. Il s'agit notamment des acteurs du secteur privé en matière de désenclavement rural (professionnalisation), des institutions gouvernementales concernées (renforcement des capacités et des connaissances par un transfert des techniques de l'approche HIMO) et de la société civile (renforcement des connaissances).



APPROCHE

Construction de pistes par l'approche HIMO

« L'approche HIMO utilise un mélange optimal de main d'œuvre, de petits outillages et d'équipements afin de produire à un coût minimum des infrastructures de bonne qualité. Elle est surtout adaptée pour les infrastructures en milieu rural et urbain. Ces infrastructures relèvent du Gouvernement central mais aussi de plus en plus des autorités locales. La programmation, la planification et la supervision de ces petites infrastructures constituent pour ces nouveaux gestionnaires au niveau local une formation sur le tas qui renforce ces institutions. Ce renforcement institutionnel est absolument indispensable pour une gestion efficace par ces autorités locales des infrastructures mises en place. » Franco, Olivier et Eddy Bynens (1998)



Une équipe de femmes au travail



Collecte de moellons par les membres d'un CVP



Construction de cordon pierreux d'une piste



Gerbage de latérite par la main-d'œuvre villageoise



Mise en œuvre de cordons pierreux par des femmes



Inspecteur de 1^{er} degré, Mr Yonli a été conseiller municipal de la commune de Yamba avant d’en devenir le maire avec les élections de juin 2016. Yamba est l’une des 14 communes bénéficiaires du programme PrEst. Mr Yonli a suivi le projet dès son démarrage et s’est engagé auprès de sa communauté : « J’ai connu le projet dans la période 2002 -2004 avec la participation des populations de mon village aux travaux d’ouverture de voies pour faciliter le déplacement. En tant que citoyen, j’ai accompagné les parents à l’adhésion au projet. J’ai demandé aux femmes et aux jeunes de participer aux activités du projet. »

Il a apprécié positivement l’approche du projet du fait qu’elle a reposé sur la responsabilisation des communautés dans la construction et l’entretien des pistes articulée à la mise en place des CVP.

Il a aussi jugé très important l’implication des femmes car sollicitées pour certains travaux, démontrant ainsi leur capacité à contribuer à la construction de la cité.

Du flux financier, Mr Yonli retient que le mode d’exécution présente plus d’avantages pour les populations : « Si j’avais la clé de ce projet, j’adopterais la régie compte tenu de la réaction de la population qui y est largement favorable et en tenant compte de la différence de traitement constatée »

L’expérience de la mise en œuvre du PREST dans sa communauté a inspiré Mr Yonli dans son engagement politique : « J’ai été amené à prendre mes responsabilités en m’engageant en politique. En effet, je suis allé en politique par devoir d’accompagner les communautés car c’est mon expérience de vie et mon intelligence que je peux mettre à leur disposition ».

C’est un projet qui s’exécute et qui responsabilise les villageois. Nous sommes bénéficiaires directs et notre responsabilité est engagée pour la mise en œuvre mais nous n’avons pas la maîtrise d’ouvrage.

« On peut se poser des questions sur la capacité des communes à assurer la maîtrise d’ouvrage mais même étant commune rurale, nous pouvons solliciter les services techniques déconcentrés comme dans les autres secteurs tels que la construction des bâtiments, l’hydraulique ou l’assainissement. De plus, Yamba est une commune proche du chef-lieu de région, ce qui facilite les contacts avec les services régionaux »

Mr Yonli en sa qualité de maire souligne que l’impact du projet peut se lire au plan social (renforcement des relations entre les personnes dans la communauté et entre les communautés), économique (gain de revenus, l’accès aux marchés et aux sites de production, multiplication des échanges) et institutionnel (contribution à l’approfondissement de la décentralisation par l’exercice de la maîtrise d’ouvrage par la région avec l’implication des communes).

Cependant, il souligne que le défi du désenclavement est encore énorme : « Il existe encore des villages enclavés par rapport à des postes de santé, des écoles et des marchés. HIMO peut contribuer à relever ce défi par la responsabilisation des communautés ».

A la question de savoir pourquoi les pistes ne sont pas entretenues malgré le renforcement des capacités et la responsabilisation des communautés, Mr YONLI répond que trois facteurs en constituent les raisons : (i) il manque le minimum de moyens matériels (brouettes, pioches, dameuses, etc) et ; (ii) la compétence n’étant pas transférée aux communes, le budget ne saurait comporter des lignes relatives à cette activité ; (iii) le savoir-faire local n’est pas encore suffisant.

Il conclut : « Nous devons avoir des comportements qui permettent de préserver et renforcer les pistes, il s’agit d’une nécessité de prise de conscience et de changement de comportement »

Mr Yonli recommande :

le transfert du domaine de compétence de l’entretien des pistes aux municipalités, l’État central étant responsable de sa réalisation ; « en tant que bénéficiaires, nous devons nous approprier la piste. Il faut cultiver l’esprit de la responsabilité » ;

le renforcement de l’efficacité des CVP ;

le renforcement des compétences des communautés en matière de traçage et entretien des pistes.

S’il y avait une seule chose à retenir : « Il faut la route pour tout ; tant que la mobilité ne sera pas assurée, il sera difficile de parler de développement. Si j’ai 100 francs à investir, je mettrai 30 à 40 Francs dans la route »



Le tableau ci-dessous résume les principaux avantages et inconvénients de l'approche HIMO tirés des expériences du PrEst et de la littérature. L'approche HIMO peut être utilisée dans des domaines tels que les routes, les infrastructures urbaines, l'alimentation en eau potable, les services urbains, la construction de bâtiments, l'irrigation, le reboisement ou les travaux anti-érosifs.

Avantages de l'approche HIMO ...

Mise en valeur des **ressources locales** (main d'œuvre, matériaux, moyens de transport, PME locales)

Valorisation de la **communauté** (solidarité, brassage, cohésion et confiance en soi)

Implication de toutes les **couches sociales**

Développement de l'**esprit civique**, devoir social, respect des services publics

... pour la main d'œuvre

Création d'**emplois temporaires** pour la main d'œuvre peu qualifiée en temps de crise

Utilisation locale des **revenus directs** pour l'approvisionnement de base notamment durant les périodes de disette précédant la prochaine récolte (soudure) : (nourriture, habillement, santé, éducation, habitat)

... pour les PME locales

Economie de coûts et de devises par rapport à la méthode HIEQ (machines, pièces de rechange, carburant)

Procédure de **lancement des travaux** simple et rapide

... pour l'économie locale

Création de **valeur ajoutée locale** par la mise en place de circuits courts

Distribution directe de **revenus** aux foyers pauvres et vulnérables en échange de leur travail, aux intermédiaires sociaux, aux bureaux d'études (BET) et aux PME

Effets indirects sur le **développement économique** (investissements productifs, valorisation des capacités acquises, création de microentreprises, nouvelles surfaces agricoles, taxes)

...pour les thèmes transversaux

Mobilisation des **femmes** et des groupes vulnérables

Eveil des consciences sur des **thèmes transversaux** (VIH/SIDA, genre, équité sociale, environnement, planning familial)

Divers

Meilleure **appropriation** des ouvrages suite à l'implication des bénéficiaires tout au long du processus

Meilleure **autonomie** des parties prenantes grâce au renforcement des capacités techniques et administratives locales pour la construction et l'entretien

Effets positifs sur l'engagement citoyen et l'apprentissage de la **démocratie locale** dans le cadre de la décentralisation

Inconvénients/exigences de l'approche HIMO ...

Besoin d'un accompagnement intensif sous forme d'intermédiation sociale, de coordination et de formation à tous les niveaux (autorités, entreprises, population) et durant toute la durée du processus (planification, construction, entretien)

Gros efforts de communication à faire sur les rôles, responsabilités et avantages pour les acteurs afin d'éviter la démotivation

... pour la main d'œuvre

Les retards de paiements par le gouvernement ou les entreprises provoquent des mouvements sociaux (grèves) et prolongent les délais de livraison

... pour les PME locales

Réticence des entrepreneurs suite aux coûts d'apprentissage élevés et à la complexité supérieure par rapport à la méthode HIEQ (Haute intensité d'équipement) pour la mise en œuvre

Difficulté de mobilisation de la main d'œuvre locale (paye jugée faible, manque de personnes mobilisables dans le village, obligation d'aller chercher la main d'œuvre dans d'autres villages) Méthode jugée lente par les entrepreneurs et complexe pour la gestion de la main d'œuvre

... pour l'économie locale

L'approche HIMO ne peut pas couvrir tous les besoins en matière de lutte contre la pauvreté

La distribution directe de revenus n'est que temporaire, les effets indirects sur le développement économique sont limités, les connaissances acquises durant le projet se perdent rapidement ¹

...pour les thèmes transversaux

Surexploitation de certains sites d'approvisionnement en matériaux (moellons)

Divers

La méthode n'est pas applicable dans tous les cas (zones à faible densité de population, travaux lourds, disponibilité des matériaux de construction, aspects culturels)

Risques de l'approche HIMO

Le fait que l'approche HIMO permet de mobiliser facilement la population en quête de revenus peut être utilisé par les élus comme argument électoral. Par ailleurs le choix de la main d'œuvre et de ses leaders peut occasionner des conflits à l'intérieur des villages.

¹ KfW Ex Post Evaluation Reports <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/International-financing/KfW-Development-Bank/Evaluations/Results/Ex-post-Evaluierungsberichte-A-B/>

KOANDA HABIBOU

Ancienne chargée du programme PREST au BUCO/Burkina

Impliquée comme Chargée de Programme du PrEst au bureau de coopération Suisse 2003-2009), Mme Koanda a été actrice dans le processus de définition de l'approche du programme.

Selon Mme Koanda, le contexte de démarrage du programme a été marqué par beaucoup de questionnements et des incertitudes du fait du manque d'expériences de référence dans le pays et dans la sous-région et aussi du fait que les orientations nationales qui devaient encadrer la mise en œuvre du programme n'étaient pas en place: « Nous devons définir la stratégie du projet au moment où la communalisation intégrale n'était pas encore une réalité et la réflexion était en cours sur la stratégie nationale en matière de routes, sans oublier qu'il n'y avait pas suffisamment d'entreprises au niveau local et que les entreprises au niveau national n'avaient pas l'expérience des piste en HIMO». Aussi, au niveau du Projet, on se posait la question s'il fallait charger toute la piste ou traiter seulement les points critiques. L'approche du projet reposait sur deux exigences: « L'appropriation par l'Etat et les populations, et l'effectivité de la décentralisation pour faire face au défi de l'entretien, qui se posait depuis le début et qu'il n'était pas évident de pouvoir relever ».

Mme Koanda souligne que la question de l'entretien des pistes était d'autant plus importante qu'elle touchait différentes dimensions:

- La question technique.
- La contribution des communes et des régions.
- La contribution des fonds nationaux.

Mme Koanda souligne l'importance du projet pour les femmes: « Les femmes n'avaient pas les tâches les mieux rémunérées mais le peu de revenus qu'elles mobilisaient était source de fierté (fruit de leur travail) et impactait le

milieu. L'approche HIMO a permis aux femmes d'avoir des revenus auxquelles elles ne s'attendaient pas ».

A la question de savoir quelle stratégie choisir pour faciliter la participation des femmes dans une approche



HIMO, Mme Koanda évoque quatre facteurs clés

- L'intermédiation sociale qui doit prendre en charge la dimension genre.
- Le choix du site qui doit favoriser l'investissement des femmes.
- Le choix de tâches compatibles pour les femmes.
- La mise en place des instances de gestion qui doit tenir compte de la participation des femmes à la prise de décision.

L'expérience du projet a alimenté les débats sur les orientations de la décentralisation (influence du projet sur les orientations nationales).

Pour traduire l'impact socio-économique, Mme Koanda s'enthousiasme: « Une belle image que je retiens est celle où des femmes vont à vélo sur une belle piste qu'elles ont contribué à construire par la méthode HIMO, les vélos ayant été payés à partir des revenus tirés du chantier »

Voir des femmes à vélo sur une belle piste et savoir qu'elles ont acquis ces vélos grâce aux revenus tirés des travaux HIMO sur cette piste, c'est une belle image qui me reste après ces quinze ans.

(KOANDA Habibou, ancienne chargée du programme PREST au BUCO/Burkina)

L'entretien des pistes a été une préoccupation dès la première phase et est resté un défi jusqu'à aujourd'hui

(Mme KOANDA Habibou, BUCO/DDC)

JONAS TINDANO Chronique d'un manœuvre, devenu entrepreneur en série puis instituteur



De la commune de Bogandé et précisément du village de Tiéri dans la région Est du Burkina-Faso, **Jonas TINDANO** est entré en contact avec le programme Pistes rurales-désenclavement à l'Est (PrEst), à travers les animateurs d'Helvetas qui a opéré comme agence de mise en œuvre. Au démarrage des activités du programme le 3 février 2003, il est recruté à l'instar de plusieurs jeunes hommes et femmes comme manœuvre avec

pour principales tâches : le désherbage, la recherche de la latérite, le nettoyage du sol... Assidu au travail parmi le groupe, il fut désigné secrétaire au sein du Comité Villageois de Piste (CVP). Jonas venait ainsi de saisir la chance de sa vie. Car, très rapidement il va connaître une transformation inattendue. En 2004, avec les revenus de manœuvre sur le chantier de piste de son village, il devient aviculteur, élevant des volailles qu'il revend. Un an après, en 2005, avec le succès que connaît sa nouvelle activité, il s'engage dans une autre activité de vidéo club mais tout en continuant toujours son activité de manœuvre. Reconnu technicien endogène de piste, le jeune homme très travailleur va réussir à se payer une charrette, un âne et même à construire sa maison pour sa famille. Désormais, un bel homme en vue dans son village, il organise en 2007, un mariage avec faste prenant à témoin les ouvriers et responsables du programme de piste. Grand moment de gloire pour le manœuvre qui bénéficie de la sympathie et de l'admiration de tous.



ETUDE DE CAS - Rémunérations versées aux femmes et aux hommes



Un des gros avantages de l'approche HIMO est de verser des rémunérations aux villageois qui participent aux travaux. C'est sur ces revenus temporaires que se base la tactique de lutte contre la pauvreté avec des utilisations qui vont du simple approvisionnement en biens et

services de première nécessité à la réalisation d'investissements permettant de créer des activités économiques rentables.

Versement des rémunérations à Tambiga
Durant la phase 2 (2005 à 2007) les bénéficiaires ont encaissé des rémunérations directes pour un total de FCFA 369'281'227. 16'876 payes journalières de FCFA 1'000.- à 1'200.- ont été versés à environ 865 personnes par mois en moyenne. En faisant la division avec l'hypothèse d'un salaire journalier moyen d'environ FCFA 1'000.- on s'aperçoit que les villageoises et villageois ont en moyenne travaillé près de 20 jours chacun-e. D'après plusieurs interlocuteurs cette somme n'est pas suffisante dans des communes où d'autres activités comme l'orpaillage ou les cultures de rente comme le coton permettent d'atteindre des revenus supérieurs. Il en résulte une difficulté de mobilisation de la main d'œuvre dans ces zones.

EFFETS OBSERVÉS

Les effets observés peuvent être résumés de la manière suivante :

Désenclavement et appropriation de l'approche HIMO

- Les populations, les acteurs publics et les acteurs économiques empruntent les pistes.
- Les populations ont accès toute l'année aux services publics (centres de santé, écoles, communes) et économiques (marchés, commerces, transports).
- Les populations jouissent d'une sécurité améliorée dans et hors des localités désenclavées.
- Les populations et les CT (Région, communes) se sont appropriées les infrastructures.
- Les collectivités territoriales ont intégré l'approche HIMO dans leurs planifications et l'ont répliquée dans d'autres domaines.
- L'Etat a mis à disposition un budget HIMO national jusqu'en 2014.
- Les Ministères ont renforcé leur collaboration en matière d'HIMO.
- L'approche HIMO a été reprise par l'AFD.

Création de conditions cadres favorables au développement économique

- Approvisionnement en biens et services de première nécessité (nourriture, habits, médicaments)
- Réduction de l'exode rural grâce à l'amélioration des

perspectives pour les jeunes (51% des activités induites chez les jeunes sont en lien direct avec le PrEst).

- Réalisation d'investissements productifs (charrettes, charrues, bétail, outils).
- Création d'activités génératrices de revenus, spécialement par les femmes (restauration, élevage, embouche, maraîchage, boutiques au bord des pistes).
- Meilleure fréquentation des marchés par la population et les grands commerçants.
- Réinvestissement des revenus tirés des mandats attribués par le programme.
- Valorisation économique des compétences acquises au cours du programme (constructions des pistes et des ouvrages antiérosifs et aussi des notions en maçonneries valorisant les matériaux locaux).

Apprentissage de la décentralisation basé sur la pratique

- Engagement des populations dans le désenclavement des collectivités.
- Collaborations entre les populations et les mairies.
- Renforcement de la légitimité des CVP et CIVP parce que connus des communes.
- Instauration de liens de complémentarité entre la région et les communes.
- Développement des relations intercommunales.
- Acquisition d'expérience par la région et les communes dans le domaine de la maîtrise d'ouvrage.





Au cœur du dispositif institutionnel de pilotage du Programme, le Secrétaire Général du ministère, Ousmane Yentéma YONLI, ne cache pas tout le bien qu'il pense du PrEst. Sur les acquis de ce programme, il retient tout simplement que ce programme a favorisé l'épanouissement des communautés à la base. « Le Programme PrEst s'est avéré comme un véritable succès dans la région de l'Est », soutient-il. En dehors du désenclavement, le Secrétaire Général du Ministère des infrastructures qui a présidé le comité de pilotage du programme est aussi convaincu que la méthode HIMO utilisée, a permis aux populations de gagner des revenus qui ont contribué à améliorer leur bien-être. « C'est une source d'épanouissement », souligne-t-il.

La collaboration avec la Coopération suisse, l'agence d'exécution HELVETAS Swiss Intercooperation et tous les acteurs, a été aussi bonne. Surtout, il apprécie posi-

tivement la mise à contribution de la Direction Générale des Pistes Rurales depuis le début du processus.

Sur la question importante de l'entretien des pistes, il se félicite que le programme ait pris en compte dès le départ, la décentralisation. Cette implication des Collectivités Locales a été réelle au cours de la phase 4. Une phase au cours de laquelle, le Conseil Régional de l'Est a effectivement exercé la maîtrise d'ouvrage. Saluant cette anticipation du programme sur l'évolution au niveau national par rapport au transfert des ressources, il confie que la mise à disposition par le ministère en charge des infrastructures d'un point focal au profit du Conseil Régional de l'Est et des Collectivités Locales, a permis de renforcer la décentralisation. Dans le cadre de l'entretien des pistes, il déclare que « tout est mis en œuvre pour le transfert des ressources humaines au niveau de l'ensemble du territoire et aux régions pour l'entretien des pistes ». Même s'il regrette que l'expérience du transfert des ressources à la région de l'Est et aux communes ait été « éprouvante », il indique néanmoins que cette expérience était nécessaire. Aujourd'hui, pour lui, l'heure est à la duplication du PrEst dans cinq autres régions à travers plusieurs projets dont le PTDIU qui est dans sa phase de démarrage. Au niveau du ministère des infrastructures, il y a aussi le projet PTR HIMO qui exécute les travaux par la méthode HIMO. « Le département a intégré la méthode HIMO dans sa politique générale de réalisation des infrastructures », martèle-il. Pour conclure, il retient que le principal enseignement de ce programme, est qu'il faut toujours avoir l'adhésion des populations avant le démarrage des travaux.

Le processus d'intermédiation sociale nous enseigne que les communautés villageoises s'investissent mieux dans les actions de désenclavement et d'aménagement lorsqu'elles sont informées et sensibilisées sur les enjeux de la décentralisation en milieu rural.

(Rapport PrEst 2005)

EFFETS OBSERVÉS

Développement de dynamiques sociales

- Collaborations inter villageoises pour la mobilisation de main-d'œuvre.
- Amélioration de la cohésion sociale dans les villages et entre les villages (les gens des villages ont appris à travailler ensemble).
- Naissance d'une dynamique démocratique au niveau des communautés (travailler ensemble pour résoudre des problèmes communs).

En parallèle avec la distribution directe de revenus, le renforcement des capacités est un facteur clé de la lutte contre la pauvreté. Le renforcement des capacités s'est réalisé au moyen de chantiers écoles, de formations, de missions d'échanges d'expériences et de publications. Le programme s'est aussi efforcé de promouvoir l'approche HIMO et quelques études ont été réalisées.

Genre

Le PrEst n'a pas élaboré une stratégie Genre. Par contre une grande attention a été portée par les responsables du programme à l'intégration des femmes. Malgré tout seulement 16% des emplois ont été occupés par des femmes durant la deuxième phase du programme. Selon le rapport PrEst 2005, entre 0-20% ont participé aux formations techniques. Le pourcentage de participation féminine aux cours non techniques a été plus élevé. Il a atteint selon le même rapport un maximum de 34.28% lors des cours sur la décentralisation, de 28.2% lors de ceux sur la lutte contre le VIH/SIDA et même 50% pour ceux sur le genre, l'équité sociale et la pauvreté.

Les hommes de la commune de Tibga² ont relevé que l'intégration des femmes permet :

- Aux hommes et surtout aux femmes d'avoir de l'argent pour subvenir à leurs besoins fondamentaux (soin des enfants et des femmes enceintes, scolarisation des enfants, développement du petit commerce, l'élevage, construction de logement, mariage,...).
- L'éveil de conscience des femmes et surtout des hommes.
- De renforcer la cohésion sociale et de favoriser la culture de la paix et de la solidarité.
- L'épanouissement de la famille.
- De responsabiliser l'ensemble de la population dans l'entretien des pistes.
- Aux femmes de se sentir impliquées dans le développement de la commune.

Les chefs d'entreprises de leurs côtés, trouvent qu'il est agréable de travailler avec les femmes parce qu'elles sont compréhensives, plus consciencieuses et se mobilisent vite autour de leurs tâches. Seulement, il y a des faiblesses. Pour eux les femmes viennent souvent avec des enfants qu'elles laissent à côté, ce qui est interdit. Elles viennent parce qu'elles sont dans le besoin et supplient le chef d'entreprise de les embaucher. Il est souvent difficile pour les entreprises de refuser même si elles savent que c'est interdit d'amener les enfants sur les chantiers pour des raisons sécuritaires. L'autre faiblesse est que les femmes ont plus d'obligations familiales que les hommes. Ce qui se traduit par une faible rentabilité par rapport aux hommes.

² Difficile intégration des petites et moyennes entreprises dans l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)-l'exemple prometteur de HELVETAS Swiss Intercooperation au Burkina Faso, YONLI/COMPAORE Bernadine, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève, 2014

Le fait d'avoir pris en compte les femmes dans ce genre de travaux nous a ouvert beaucoup l'esprit. Avant il y avait des tâches pour lesquelles on n'avait jamais imaginé qu'une femme puisse faire. Aujourd'hui sur certains aspects nous ne pouvons plus faire les malins devant les femmes car elles font mieux que nous.

Hommes de la commune de Tibga.

EFFETS OBSERVÉS

Environnement

Au niveau des effets positifs on notera :

- La meilleure gestion de l'eau et la réduction de l'érosion.
- Les reboisements effectués en parallèle à la construction des pistes (mais ont manqué d'entretien).
- La création de points d'eau (boulis) utilisables aux lieux de récolte de matériaux (les habitants se sont opposés au comblement de certaines mines à moellons).
- La régénération de certaines espèces herbacées.
- L'amélioration de la qualité des sols aux abords des cordons pierreux (sédimentation).

On a aussi observé quelques points négatifs :

- La surexploitation de certains sites d'approvisionnement en moellons suite au choix trop exclusif de l'approche HIMO.
- Des défrichements aux abords des pistes pour profiter de la meilleure accessibilité (logement, agriculture).
- L'entretien insuffisant des reboisements.

VIH/SIDA, IST et grossesses indésirées

Les formations ont été dispensées à la population et aux employés des entreprises. Ces derniers étaient contractuellement obligés d'y participer et les ont jugées utiles. Ces formations ont engendré des changements de comportements vis-à-vis du VIH/SIDA et des IST. On a aussi constaté une amélioration du dialogue homme-femme autour des questions touchant à la sexualité et une plus large adoption du planning familial. Tout cela n'a pas réussi à éviter les grossesses non désirées suite à l'arrivée des entreprises dans les villages. Dans le seul cas rapporté lors de la capitalisation, le papa « a reconnu son enfant et pris sa femme avec lui à Ouaga. » Ceci ne signifie pas que cela ait toujours été le cas, ni que l'épisode se soit bien terminé.

Jeunes et migration

97,5% du groupe cible, toutes localités confondues, relèvent une diminution du départ des jeunes des localités visitées depuis l'arrivée du PrEst.³

³ Rapport d'Etude L'impact des activités du Programme Pistes Rurales (PrEst) sur la migration des jeunes dans la région de l'Est du Burkina Faso (HELVETAS)

Maintenant les hommes ont compris que c'est la pauvreté qui entraîne les bagarres avec nos femmes ; d'ailleurs l'argent que les femmes gagnent profite à toute la famille alors que celui que l'homme gagne profite d'abord à lui seul.

Président du comité inter villageois de piste de la commune de Tibga.





La Région de l'Est est la région la plus enclavée du Pays selon Lamkoande Kimisa Martin, premier Président du Conseil régional. Lamkoande a commencé ses activités sur une simple table sous un arbre. Ses priorités étaient l'eau, la santé et surtout le désenclavement. On le comprend sur ce dernier point car à son élection en 2006 il n'existait aucun « goudron » de commune à commune. Seulement les voiries internationales étaient asphaltées et les villages étaient reliés par des sentiers. Quelques

routes nationales mal entretenues existaient entre les chefs-lieux des cinq Provinces que compte la Région. On comprend qu'il ait fortement apprécié l'arrivée du PrEST dans sa région.

Pionnier, il a défendu avec vigueur la gestion durable des ressources naturelles face à l'option de la culture du coton voulue par l'Etat. « Qu'on nous accompagne dans ce sens si l'on veut nous accompagner » disait-il, défendant ainsi l'autonomie des régions. Il a ensuite été invité à participer à de nombreux ateliers sur la décentralisation en Afrique de l'Ouest, notamment par la Coopération suisse.

En accord avec ses trois priorités, le Président s'est aussi illustré en défendant « bec et ongles » et avec succès la création de l'hôpital régional prévu à Fada alors que le Ministre en charge avait décidé de le situer ailleurs, dans sa ville d'origine. « Quand j'ai les moyens, je ferme les yeux et je fonce » martèle-t-il.



« Lorsqu'on nous a annoncé qu'on ferait la piste dans notre village, on n'a pas attendu le matériel de travail de l'entrepreneur. Les femmes sont sorties nombreuses avec ce qu'elles avaient pour nettoyer et commencer le travail. Il y a eu une mobilisation spontanée », nous raconte dame Marie Claire Yoni, Vendeuse de Dolo dans le village de Seiga. Dans cette localité, contrairement aux autres villages qui ont bénéficié de l'intervention du Programme PrEst, les femmes ne se sont pas faites prier pour participer aux travaux. Autant que les hommes, elles ont fait les durs travaux. Elles étaient plus nombreuses. « Pratiquement ici à Seiga, ce sont les femmes qui ont plus travaillé que les hommes dans la réalisation de cette piste. Sous le soleil, nous avons

noué nos pagnes et travaillé dur pour réaliser cette piste et nous sommes fières de notre piste », soutient dame Marie-Claire.

Interrogée sur cette proactivité dans la réalisation de la piste, sans détour, les femmes du village de Seiga ont confié avoir trop souffert lorsque la piste n'était pas réalisée. « Avant les femmes souffraient. Pour évacuer les patates c'était un problème. On mettait toute la journée au lieu de faire 2h. Les femmes qui devaient accoucher vivaient un calvaire », nous signalent-elles. Les visages serrés, elles racontent le triste souvenir de deux dames (Justine et Soubera) qui ont accouché en chemin alors qu'on tentait vaille que vaille de les amener dans une maternité.

Aujourd'hui que tout ceci relève du passé, elles se disent prêtes à entretenir leur chef d'œuvre pour le garder le plus longtemps possible. « Nous avons reçu une formation à la mairie. Et nous nous sommes partagées par groupe de 13, des portions de la piste. On est prêt pour l'entretien de la piste pourvu que nous ayons le matériel », souligne Marie-Claire. Ainsi, c'est désormais clair qu'à Seiga, les femmes ont cessé de jouer les seconds rôles. La révolution est en marche.

EFFETS OBSERVÉS

Durabilité

L'analyse de la durabilité du programme apporte des résultats contrastés selon le point d'observation.

Durabilité physique (entretien, GEM)

Au niveau des usagers, la disponibilité à entretenir les pistes semble exister s'ils y voient des avantages économiques, temporaires grâce aux revenus qu'ils touchent pour leur travail ou durables grâce aux activités économiques engendrées suite à la construction de la piste (commerce facilité, nouvelles terres agricoles, eau, etc.). Les pistes devraient être entretenues par les pouvoirs publics qui ne sont pas encore à même de le faire car ils ne disposent ni du personnel nécessaire et formé, ni des budgets, ni de structures responsables de l'entretien des pistes.

Durabilité politique

Au niveau national la durabilité est bonne car les ministères ont décidé d'adopter l'approche HIMO comme standard national et sont en train de rédiger les textes à cet effet. L'adoption de l'approche par les autres PTF en particulier par l'AFD pourrait aussi représenter un gage de durabilité. Ceci est dû à la qualité de l'approche mise en place de manière convaincante par le programme en coopération avec l'Etat et à une bonne communication de la DDC avec les autres PTF.

Durabilité sociale

Un point problématique est la durabilité des savoir-faire et savoir-être injectés à tous les niveaux pendant la durée du projet. En effet les personnes qui détiennent les savoirs oublient ou sont remplacées par exemple lors des élections. En conséquence les savoirs se perdent et disparaissent petit à petit. L'idéal serait de disposer d'un système durable de renforcement des compétences et d'intermédiation sociale, par exemple sous la houlette du Conseil régional.

Durabilité économique

Il est difficile de se faire une idée de la durabilité économique du programme. Ceci nécessiterait une étude approfondie. On doit donc se contenter de quelques exemples :

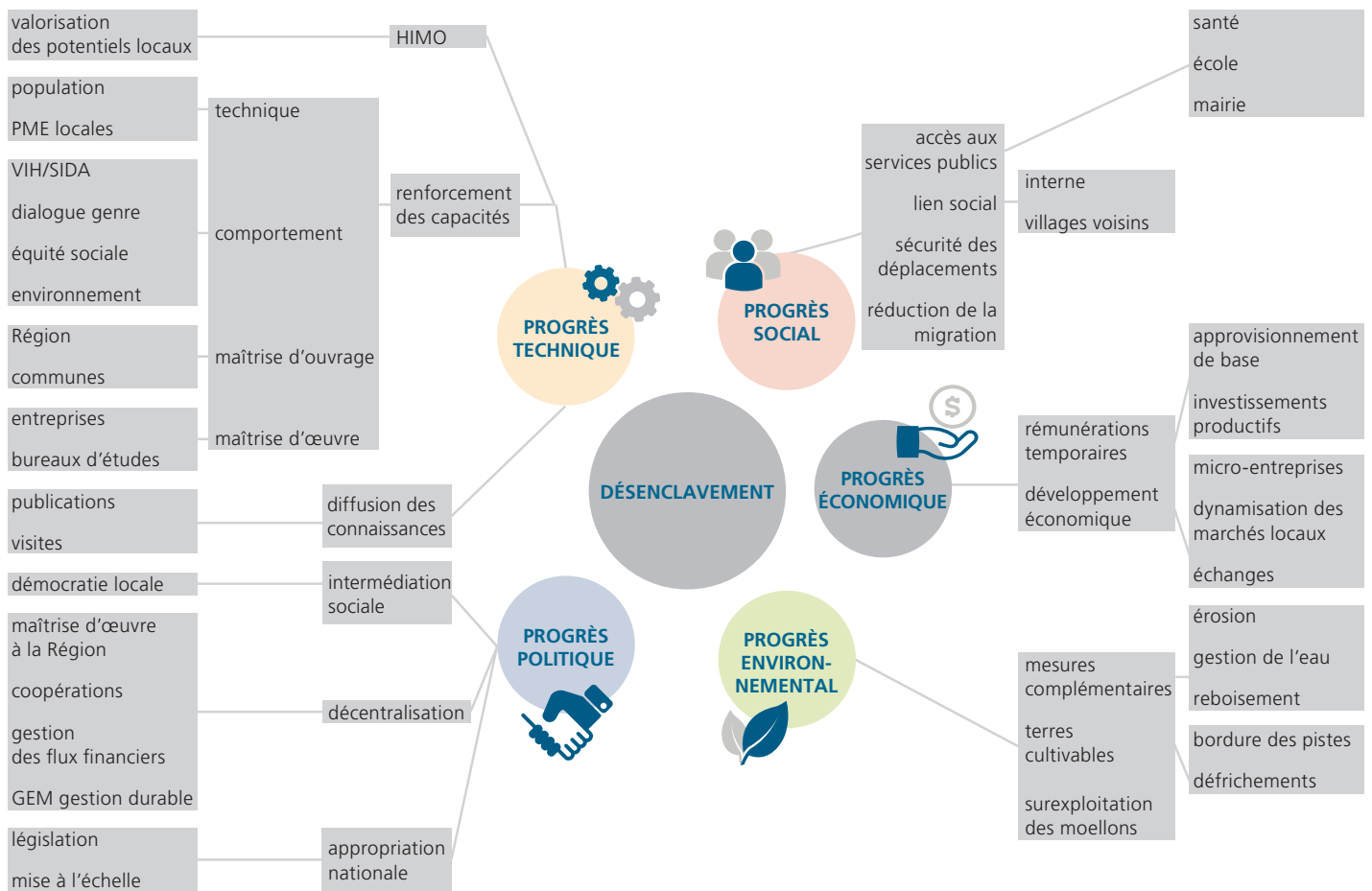
- À Boamona, Nasoura Foldja un maçon formé dans le cadre des pistes continue à exercer cette profession dans d'autres domaines
- A Boamona, un homme a acheté des animaux avec l'argent gagné lors de la construction de la piste et développe son élevage

- Plusieurs personnes ont signalé qu'elles pouvaient maintenant écouler leurs produits agricoles suite au désenclavement engendré par les pistes rurales.
- L'unanimité semble régner au sujet de la dynamisation des marchés villageois grâce aussi à une amélioration de l'accessibilité pour les commerçants.
- Les différents rapports du programme parlent de développement d'activités de transformation (embouche) ou de démarrage d'activités commerciales.

Si ces exemples sont réjouissants il est impossible de se faire une idée de leur ampleur. La question de savoir dans quelle mesure la construction des pistes rurales ont durablement influencé le développement économique reste ouverte et mériterait d'être approfondie.



EFFETS OBSERVÉS



Progrès social

Le désenclavement améliore l'accès aux services publics que sont la santé et l'éducation. Par les interactions qu'il provoque il renforce les liens sociaux. Il améliore la sécurité des déplacements. La création de revenus locaux limite la migration des jeunes.

Progrès économique

Les revenus distribués permettent de couvrir certains besoins de base et de réaliser des investissements générateurs de revenus à long terme, donc de développement économique.

Progrès environnemental

La construction des pistes permet de prendre des mesures annexes de protection ou de rétablissement de l'environnement. Elle offre à certains endroits des effets induits positifs comme la création de surfaces cultivables ou de postes d'abreuvement à certains endroits. Il faut cependant veiller à éviter la surexploitation locale de ressources comme les moellons.

Progrès politique

L'intermédiation sociale et la prise de décision respectant les processus démocratiques légaux favorisent la mise en place de la décentralisation et l'appropriation des pistes par les collectivités et les populations locales. On observe aussi une bonne appropriation et diffusion de l'approche HIMO au niveau de l'Etat national.

Progrès technique

Le PrEst a permis de développer et de codifier l'approche HIMO. Les capacités de tous les acteurs concernés ont été améliorées et les connaissances acquises diffusées largement.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'APPROCHE

Les forces/faiblesses observées durant la mission de capitalisation peuvent être résumées comme suit :

Forces

Stratégie du programme :

- Choix du désenclavement comme condition de base pour l'amélioration de la qualité de vie des populations villageoises.
- Choix de l'approche HIMO qui induit un développement économique supérieur à celui de la méthode HIEQ.
- Apprentissage, codification et capitalisation de l'approche HIMO.

- Incitation au renforcement de la collaboration entre Ministères.
- Adaptation en temps réel de la configuration du programme aux évolutions législatives et pratiques du processus de décentralisation / déconcentration.
- Flexibilité de la DDC dans la mise en œuvre du programme.
- Ouverture d'un compte PrEst au trésor national.

Développement économique :

- Attribution de mandats en priorité à la main d'œuvre et aux entreprises locales.
- Création de conditions cadres favorables au développement économique.



ETUDE DE CAS - DURABILITE

Sorghou : Quand l'approche HIMO fait tache d'huile

« Personne ne nous a réalisé notre ouvrage, nous l'avons fait nous-mêmes », raconte une habitante du village, dame Salamatou Lankondé. En effet, non sélectionné parmi les villages devant bénéficier de pistes dans le cadre du programme PrEst, le village de Sorghou, à quelques kilomètres du chef-lieu de la commune, Piéla était coupé du monde. Isolées, les communautés éprouaient des difficultés à sortir du village. « Pendant l'hivernage, on souffrait beaucoup », témoigne le chef du village, Damiba Koamba avant d'ajouter que le pont en bois ne tenait plus.

Dans un sursaut citoyen, les communautés ont initié un projet d'environ 2,5 millions de francs CFA et ont réussi à mobiliser plus d'un million pour réaliser un ouvrage de franchissement. Dans une parfaite égalité, chaque femme et chaque homme du village a dû déboursier, 2500 FCFA pour mobiliser les ressources.

L'étape suivante a été de « copier » l'approche HIMO pour réaliser cet ouvrage afin d'en finir avec les difficultés qu'elles éprouvent en saison pluvieuse pour regagner le chef-lieu de la commune. Un pari réussi puisque, avec l'aide des maçons dont certains ont été formés dans le cadre du programme, l'ouvrage de franchissement a été réalisé par les populations elles-mêmes. « On était fatigué d'attendre la mairie », se désole Salamatou Lankondé. Si, en prenant cette initiative et en se mobilisant pour la mettre en œuvre, les communautés de Sorghou ont voulu prouver au monde qu'elles peuvent prendre en main leur propre destin, c'est l'approche HIMO copiée qui ne cesse de voyager en laissant des traces.



FORCES ET FAIBLESSES DE L'APPROCHE

Décentralisation :

- Apprentissage de la décentralisation basé sur la pratique à tous les niveaux, des populations à l'Etat central et à la Coopération suisse en passant par les entreprises et les OSC.
- Choix des sites qui respectent la planification du développement local.
- Création et formation des CVP, embryons de structures communales spécialisées dans le domaine de la construction et de l'entretien des pistes.

Dynamiques sociales et renforcement des compétences :

- Importance prioritaire accordée au renforcement des compétences à tous les niveaux et à l'inter-médiation sociale durant toute la durée du programme.
- Accompagnement et facilitation du transfert de compétences de l'Etat central vers les collectivités territoriales.

Genre :

- Implication des femmes dans le choix des sites des pistes, les instances de gestion et les travaux HIMO.

Approche HIMO du PrEst

- Meilleur aménagement des pistes à coût réduit et naissance d'une expertise et d'une dynamique communautaire en matière de construction, de gestion et de maintenance des pistes.
- Construction d'une dynamique organisationnelle au niveau des communautés dans la prise en charge des questions de développement.
- Renforcement de la cohésion et des liens de solidarité entre les populations grâce à l'intermédiation sociale.

ETUDE DE CAS - Coûts de la réalisation d'une piste par l'approche HIMO



La fourchette de coûts de réalisation d'une piste par l'approche HIMO dépend de ce que l'on considère. Le coût au km a évolué au cours des différentes phases du programme.

A la fin du programme en 2017, le PrEst avait des coûts moyens de 12 045 851 FCFA le km pour les travaux uniquement. Quand on y ajoute les études, le suivi-contrôle et l'intermédiation sociale, cette somme se montait à 14 214 105 FCFA le km. Ces montants au km ne prennent pas en compte les aspects de formation, supervision, gestion, etc. En bout de course, la construction d'une piste par l'approche HIMO a coûté environ 2 à 3 fois moins cher qu'une piste rurale mécanisée réalisée au même endroit.

Les villages qui engagent des gens pour s'occuper des barrières, quelques fois il y a leurs jambes qui les sauvent

(Yonli Lamoudi)



FAIBLESSES

Stratégie du programme :

Sous-estimation du temps nécessaire pour effectuer et consolider le transfert de la maîtrise d'ouvrage du régisseur au Conseil régional.

Prise en compte et préparation insuffisante à la gestion des barrières de pluie par les CVP ou la population.

Goulots d'étranglement dans la gestion des flux financiers suite au transfert de la maîtrise d'ouvrage au Conseil régional.

Utilisation trop exclusive de l'approche HIMO.

Développement économique :

Non-respect du barème des prix des tâches en cours et des rémunérations.

Insuffisances locales pour l'octroi et le suivi des travaux.

Décentralisation :

Prise en compte insuffisante de l'organisation et du financement de l'entretien (GEM) dans la planification des pistes et de l'intermédiation sociale.

Non reconnaissance officielle des CVP dans certaines communes

Dynamiques sociales et renforcement des compétences :

Mise en place tardive des activités de l'intermédiation

sociale ou suspension avant la fin des opérations.

Prise en compte insuffisante de la méconnaissance de l'approche HIMO par les entreprises au niveau national.

Insuffisance des formations pour les acteurs locaux.

Aspects transversaux :

Prise en compte insuffisante des enfants lorsque les femmes travaillent sur les chantiers ⁴.

Facteur externe

L'insurrection populaire d'octobre 2014 a abouti au départ des personnes formées au niveau des instances communales et régionales et par conséquent à une perte de compétences à tous les niveaux. Il a ensuite été difficile d'adapter le programme au contexte de la transition marqué par le départ de ces élus et leur remplacement par les délégations spéciales. Avec la normalisation, les nouveaux élus ne se reconnaissent pas dans le travail des délégations spéciales. De plus, n'ayant pas profité de l'intermédiation sociale et du renforcement des capacités, ils ne disposent pas des compétences nécessaires dans les domaines concernés par le programme. La perte de temps consécutive à cette période troublée est certainement une des causes des faiblesses observées et du transfert incomplet de la maîtrise d'ouvrage au Conseil régional.

⁴ Difficile intégration des petites et moyennes entreprises dans l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)-l'exemple prometteur de HELVETAS Swiss Intercooperation au Burkina Faso, Bernardinne Compaoré, IHEID, 2014, p. 22

ENSEIGNEMENTS

Stratégie du programme :

Approche HIMO

L'approche HIMO n'est pas adaptée dans certains villages qui manquent de ressources matérielles (agrégats) ou humaines, pour des pistes soumises au trafic lourd et pour le traitement de certains points critiques (franchissements). Dans ces cas il faut pouvoir la combiner avec des modes de construction classiques (HIEQ) pour assurer un désenclavement effectif et durable, avec des pistes qui ne se dégradent pas trop rapidement.

Mobilisation de la main d'œuvre

L'approche HIMO peut constituer un facteur de cohésion sociale si la mobilisation de la main d'œuvre est faite de manière communautaire entre les villageois. Ceci n'est pas le cas si elle est faite par les entreprises sur la base de critères compétitifs.

Flux financiers

Le bon fonctionnement des flux financiers est primordial. Leur architecture doit être adaptée au contexte administratif et aux capacités des acteurs.

Qualité des ouvrages

Dans l'attribution des mandats il faut prendre en compte les capacités techniques, de suivi sur place et de gestion des entreprises. Un mécanisme d'adaptation des plans fournis (DAO) doit être prévu de manière à pouvoir tenir compte des changements topographiques qui peuvent intervenir d'une saison à l'autre.



Nassouri Kanfiéni

Le village de Tiasseri, à l'est de Fada N'gourma a subi de plein fouet les dysfonctionnements dans les flux financiers qui ont eu lieu en fin de programme. Durant le précédent système de régie, le représentant d'Helvetas Swiss Intercoopération venait régulièrement payer les rémunérations des villageois qui travaillaient sur les pistes. Et Nassouri achetait de la nourriture pour sa famille avec l'argent gagné. Un soulagement !

La maîtrise d'ouvrage a été ensuite transférée au Conseil régional comme le préconisait la décentralisation. Ceci a nécessité une réorganisation des flux financiers. Désormais il incombait au Conseil régional de payer les entreprises à leur tour responsables de payer les salaires aux villageois. Or l'argent n'est pas arrivé ! Car le nouveau système a mis du temps à se mettre en place et à fonctionner correctement.

N'étant pas payés, les villageois et les villageoises dont Nassouri Kanfiéni ont menacé le chef de leur groupe HIMO et le responsable des paiements de l'entreprise en les accusant de voler l'argent. Ouoba Folidia le chef de groupe HIMO en a eu peur pour sa vie ! Sage, le chef du village a ordonné une enquête qui a permis de les disculper.

Concrètement le problème se situait en amont. Les procédures de rédaction et retransmission des rapports par le Conseil régional mettaient du temps à se mettre en place et ceci retardait les paiements. Pour atténuer ces effets néfastes et laisser plus de temps au système pour se mettre en place, la Coopération suisse a mis en place une procédure provisoire et simplifiée de décaissement.

Cette histoire nous apprend que le non-respect des exigences des procédures peut avoir des conséquences importantes au niveau des populations. Ils engendrent des mécontentements qui peuvent dégénérer en actes violents. Il s'agit de les mettre en œuvre avec discernement, en évitant à tout prix de prêter les populations pauvres, quitte à prévoir des mesures exceptionnelles en cas de dysfonctionnements. La mise en œuvre efficace des procédures impliquent la nécessité d'un effort de formation et d'accompagnement en cas d'enregistrement de nouvelles personnes occasionné entre autre par les modifications législatives.



Ouoba Folidia, chef du groupe HIMO

Avant la piste c'était l'esclavage parce qu'on souffrait beaucoup. Avec notre nouvelle piste l'esclavage est terminé.

(Chef de village de Seiga, commune de Diabo)

ENSEIGNEMENTS

Gestion et maintenance (GEM)

La mise en place d'une politique en matière de GEM et de son financement (barrières, prélèvement de taxes, disponibilité de matériaux et d'outils, institution de travaux communautaires) est nécessaire dès la conception des nouvelles pistes ainsi que pour l'entretien des anciennes pistes.

Dialogue politique

Le dialogue politique et les échanges entre les acteurs et l'Etat doivent être continus. Il permet d'influencer positivement les politiques nationales en matière d'HIMO.

Développement économique :

Lutte contre la pauvreté

La création de pistes par l'approche HIMO génère des revenus directs à court terme pour faire face aux besoins existentiels pour des ménages pauvres dans les villages.

Dynamique économique

Une fois les besoins urgents couverts, les revenus directs sont en partie réinvestis dans des activités génératrices de revenus et créent ainsi un début de dynamique économique.

Migrations

La création d'activités économiques locales diminue la migration.

Nous avons appris que nous pouvions faire une piste à la main !

(Villageois, Province de Gnagna)



ETUDE DE CAS - Thion : La vie transformée de deux anciennes manœuvres

Dame Pohouomo Dambina a passé la soixantaine. Utilisée comme manœuvre alors qu'elle avait encore toutes ses forces, elle garde de bons souvenirs de son implication dans le programme. « Ce travail a été bénéfique pour moi. Avec les revenus que j'ai eus, je me suis achetée des moutons et depuis, je les garde encore », nous raconte-t-elle. Dans cette localité où posséder du bétail est preuve de richesse, dame P. Dambina ne cache pas sa fierté. Pourtant, « avant les pistes, je n'avais aucun mouton. Je vivais difficilement. Mais ma vie a changé une fois devenue propriétaire. Parce que, chaque fois que j'ai besoin d'argent, je vends un de mes moutons et je règle mes problèmes », nous confie-t-elle. Par exemple, je prends en charge les frais de scolarité de mon enfant. Ce n'était pas possible avant le travail sur la piste.

Sa copine et amie de vieille date, Odette Lankoandé, qui a aussi fait l'expérience de manœuvre sur le chantier de piste est aussi devenue propriétaire de moutons. Exhibant fièrement ses trois moutons qui la suivent gentiment, elle raconte aussi comment avec l'avènement de la piste dans son village, elle est devenue « riche ». « Nous avons développé cette idée de nous acheter des animaux pour fructifier les revenus gagnés. Car, j'arrive à mieux prendre soin de mes enfants. Et, je contribue

aux dépenses du foyer et mon mari est plus attentionné », nous déclare-t-elle. Malgré plus de dix ans passés dans le chantier, les deux vieilles femmes gardent un très bon souvenir. Dame Odette Lankoandé qui va plus loin dans ses souvenirs trahit le secret de son foyer en avouant que les revenus de son travail de manœuvre ont aussi eu un impact sur sa vie de couple. « Quand j'ai commencé à gagner de l'argent, l'amour a augmenté », nous confie-t-elle. Comme quoi la piste peut contribuer à renforcer l'union entre deux cœurs qui s'aiment.



ENSEIGNEMENTS

Décentralisation :

Maîtrise d'ouvrage

Les collectivités territoriales décentralisées sont les mieux indiquées pour assurer la maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de telles infrastructures en raison de la qualité des travaux résultant du suivi de proximité et de l'obligation de redevabilité qui pèse sur les responsables de ces entités.

Transfert de la maîtrise d'ouvrage

Il faut prévoir suffisamment de temps pour mettre en œuvre les mesures qui impliquent des changements institutionnels et de pratiques. Des mesures doivent être prévues pour éviter que les populations ne soient préjudicées financièrement à cause des inévitables « maladies de jeunesse » qui apparaissent lors des changements de processus.

Transferts de compétences

Les collectivités territoriales décentralisées ont intérêt à se faire conseiller par les services déconcentrés dans le cadre de leurs travaux de maîtrise d'ouvrage. Elles peuvent ainsi profiter de leurs connaissances.

Approche HIMO

Il s'agit de mettre en place une approche qui en plus de la construction des pistes HIMO développe dès que possible et en parallèle des capacités de maîtrise d'ouvrage de proximité des collectivités territoriales décentralisées.

Référentiel de prix

L'élaboration d'un référentiel de prix unitaires et de rémunérations pour les entreprises les aide pour calculer leurs offres. Il est donc important de récolter dès le début du programme toutes les données concernant les coûts de réalisation des pistes de manière à pouvoir ensuite calculer un référentiel qui reflète bien la réalité. Les coûts d'accompagnement du régisseur doivent aussi être pris en compte dans l'élaboration du référentiel.

Entretien des pistes

Il faut développer une culture de l'entretien des pistes au niveau des communautés, plaider pour un système de taxation pour certaines catégories d'utilisateurs (camions), engager la responsabilité des communes par la maîtrise d'ouvrage déléguée et souhaiter la mise en place d'un budget annuel substantiel, au niveau de l'État et des collectivités, pour l'entretien des pistes.



ENSEIGNEMENTS

Dynamiques sociales et renforcement des compétences :

Mobilisation des populations

En mobilisant les populations il est possible de réaliser de grands projets avec peu de ressources. Le critère du développement économique futur doit être intégré dans la priorisation des pistes et inciter les habitants à contribuer à leur construction et à leur entretien.

Nouvelles demandes des populations

La résolution du problème du désenclavement suscite d'autres besoins des populations. La question se pose donc de savoir s'il faut dans un programme se limiter à la construction de pistes rurales ou s'il est judicieux d'élargir les investissements à d'autres domaines connexes qui eux aussi permettent un apprentissage de la décentralisation par la réalisation de projets concrets.

Chaque maire veut faire du HIMO son affaire

(Sakonde Sprimaile)

Dynamiques sociales

L'organisation de rencontres d'échange et des visites à tous les niveaux peut créer du lien social et renforcer les compétences. Dans une approche HIMO qui recherche l'appropriation et l'engagement des communautés, il faut identifier et responsabiliser des leaders villageois.

Aspects transversaux :

Savoir-être

Il importe de favoriser les changements de comportements par l'inclusion de clauses de savoir-être dans les contrats des entreprises. On peut par exemple obliger les patrons et leur personnel à participer à des cours de sensibilisation au VIH/SIDA, aux relations de genre ou à l'environnement.

Environnement

Il est possible de profiter de la construction des pistes pour effectuer des travaux en lien avec la protection de l'environnement comme des reboisements dont il faut aussi organiser l'entretien. Il s'agit aussi de sensibiliser les populations à la valeur de leur environnement et à la nécessité de le protéger.



RECOMMANDATIONS

Les connaissances engrangées lors des travaux de capitalisation permettent de formuler un certain nombre de recommandations aux acteurs publics et aux ONG qui veulent réaliser un programme de construction de pistes rurales ou d'autres infrastructures en utilisant l'approche HIMO.

Pistes et plus

Laisser ouverte la porte au soutien d'investissements connexes. Leur réalisation peut servir de véhicule pour favoriser la lutte contre la pauvreté par le développement économique ou pour accompagner le processus de décentralisation.

Dédommagements et flexibilité

Mettre en place un système de dédommagements matériels ou financiers en faveur des personnes lésées, en faisant particulièrement attention aux populations vulnérables. Prévoir des mesures flexibles pour compenser les dysfonctionnements momentanés dans les flux financiers et éviter que des entreprises ou personnes vulnérables ne soient mises en danger.

Renforcement des capacités et intermédiation sociale

Mettre en place une approche très sérieuse de renforcement des capacités et d'intermédiation sociale. Ces processus doivent être initiés avant le début des processus démocratiques de priorisation et de planification et se poursuivre au-delà de la réalisation des pistes, notamment pour organiser et suivre leur entretien.

Adaptation aux évolutions de contexte

Adapter la gestion du programme aux modifications du contexte national et local. Accompagner de manière constructive les changements institutionnels décidés par le pays hôte.

Accompagnement de la décentralisation

Réaliser les pistes en suivant les procédures démocratiques prévues par la décentralisation.

Utilisation des services déconcentrés de l'Etat

Mobiliser les services déconcentrés de l'Etat comme conseillers lors de la réalisation des pistes.

HIMO, pas seulement

Combiner de manière optimale les approches HIMO et HIEQ.

HIMO, pas toujours

Utiliser en priorité l'approche HIMO quand il s'agit de surmonter des périodes de crise, comme par exemple la période de soudure quand les vivres sont consommés et la nouvelle récolte pas encore disponible, en cas de destruction des récoltes, suite à des troubles, à des catastrophes naturelles ou à des crises économiques. Elle permet d'augmenter rapidement la création de valeur ajoutée locale en dynamisant les circuits courts et d'économiser des devises.

Genre⁵

- Assurer un accès équitable des femmes et des hommes à la formation, à l'emploi et aux charges politiques ; une possibilité peut être l'imposition de quotas et la vérification de leur application ; veiller à ce que ces quotas ne soient pas interprétés comme un plafond.
- Organiser des actions fortes pour obliger les entreprises et autres acteurs à intégrer le genre.
- Appliquer des rémunérations incitatives pour amener les femmes à exécuter les travaux HIMO.
- Obliger les PME à intégrer le genre dans l'exécution des marchés à HIMO et les bureaux d'études à veiller au respect de ces obligations ; on peut par exemple inclure des clauses contractuelles comme l'obligation de suivre des formations en matière d'équité femme homme, et sur bien d'autres thèmes tels que la prévention du VIH/SIDA et des IST, l'équité des grilles de rémunérations, la protection des enfants, etc.
- Organiser la sensibilisation sur la question du genre de tous les acteurs y compris les femmes.
- Créer un comité d'analyse du projet avant le démarrage des travaux ;
- Impliquer des chefs coutumiers et des CVD dans la recherche de solutions de l'implication des femmes.
- Impliquer des intermédiaires sociaux dans la sensibilisation sur l'intégration du genre.
- Augmenter l'engagement politique, pour assurer un accès équitable à la formation aussi bien aux femmes qu'aux hommes.
- Encourager les femmes à suivre des formations en génie civil.
- Créer un cadre de valorisation des compétences acquises par les femmes dans les travaux réalisés par l'approche HIMO.

RECOMMANDATIONS

Durabilité

- Prévoir déjà durant le programme la mise en place d'un mécanisme durable de renouvellement et de renforcement des compétences en s'appuyant par exemple sur des institutions existantes.
- Organiser et contrôler un suivi étroit et régulier des chantiers et de la qualité par des personnes compétentes, au niveau des maîtres d'ouvrages et des maîtres d'œuvre.
- Surveiller, et entretenir les pistes de manière continue, spécialement durant la saison des pluies. Les personnes responsables de l'entretien doivent disposer de l'outillage et des réserves de matériaux nécessaires.

Redevabilité

- Inciter les usagers à faire pression sur leurs autorités pour qu'elles entretiennent les pistes rurales et exercent ensuite leur devoir de redevabilité. Pour cela, outre des incitations faites par les CVP et CVD, un moyen pourrait être de mobiliser les radios communautaires là où elles existent.

Gestion et maintenance des pistes

- Mettre en place un mécanisme pérenne de financement de l'entretien des pistes.
- Plaidoyer pour la mise à disposition régulière des ressources par l'Etat en appui aux CT et PTF.
- Définir et appuyer le fonctionnement des barrières de pluies.

⁵ Inspiré de l'étude : *Difficile intégration des petites et moyennes entreprises dans l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)-l'exemple prometteur de HELVETAS Swiss Intercooperation au Burkina Faso*, YONLI/COMPAORE Bernadine, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève, 2014



PERSPECTIVES

PrEst 5

Une cinquième phase du PrEst a été lancée pour la période 2016-2020 avec la motivation suivante⁶ : “Les routes constituent un soutien à la croissance économique par la mobilité des personnes et des marchandises. Au Burkina Faso, elles demeurent en deçà des besoins et des référentiels de l’espace UEMOA. Partant de ce constat et sur l’expérience de la DDC, le gouvernement a souhaité que la Suisse finance conjointement le projet de Transport et de développement des infrastructures urbaines (PTDIU) avec la Banque Mondiale intégrant l’approche à haute intensité de main d’œuvre (HIMO). Le PrEst 5 a été élaboré dans ce but. Un inventaire des initiatives basées sur l’approche HIMO dans les 13 régions a été lancé en vue d’élaborer une politique nationale HIMO. La DDC s’engage à contribuer à ce projet pour valoriser l’approche HIMO à l’échelle nationale.”

Le DEPAC, un programme « Pistes plus »⁷

L’option de prendre en compte une palette d’investissements allant au-delà des pistes a été intégrée par la Coopération suisse dans le cadre du Programme Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC) dont la première phase se déroule entre 2015 et 2018. Le DEPAC n’est pas une suite du PrEst mais en intègre les enseignements.

Outre la construction de pistes rurales, le DEPAC inclut une composante qui appuie la mise en œuvre et le financement des plans locaux de développement à savoir les Plans de Développement Communaux (PCD) et les Plans de Développement Régionaux (PDR). Une troisième composante a pour but de renforcer les capacités et la gouvernance locale.

Autres projets

Au niveau du ministère des infrastructures, on peut aussi mentionner le projet PTR HIMO (Projet de Travaux Routiers à Haute Intensité de Main d’œuvre) qui exécute les travaux par la méthode HIMO.

⁶ <https://www.eda.admin.ch/countries/burkina-faso/fr/home/cooperation-internationale/projets.filterResults.html/content/projects/SDC/en/2002/7F02218/phase5?oldPagePath=/content/countries/burkina-faso/fr/home/internationale-zusammenarbeit/projekte.html>

⁷ <https://www.eda.admin.ch/projects/SDC/en/2013/7F08851/phase1.html?oldPagePath>



POSTFACE



C'est avec un réel plaisir que je conclus cette brochure, en ma qualité de Président du Conseil Régional de l'Est chargé de la maîtrise d'ouvrage du programme PrEst depuis juillet 2014 et aussi en tant que bénéficiaire de pistes, pour d'abord exprimer, au nom du conseil régional, ma profonde gratitude aux Etats burkinabé et Suisse.

Je voudrais, ensuite, exprimer ma reconnaissance particulièrement au Gouvernement Suisse, au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, à celui de l'Economie, des Finances et du Développement, au Ministère des Infrastructures, à Monsieur le Gouverneur de la région de l'Est, à la Direction du Développement et de la Coopération, au Bureau de la Coopération Suisse, à la Direction Générale des Pistes Rurales, à l'ONG HELVETAS, à la Direction Régionale des Infrastructures de l'Est, aux conseils municipaux des communes couvertes par le programme, aux deux anciens Présidents du Conseil Régional, aux conseillers régionaux des mandats précédents ainsi qu'à l'ensemble des autres Services Techniques pour leur accompagnement dans la mise en œuvre du Programme.

Enfin, mes remerciements sans cesse renouvelés à la Coopération Suisse et à l'ONG HELVETAS Swiss Inter-cooperation qui, en dépit des difficultés éprouvées par le programme dans sa dernière phase, ont continué de nous apporter leurs appuis financiers et techniques. Ainsi, ce programme a permis l'aménagement par la méthode à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) de 42 pistes rurales totalisant un linéaire de 360 km et plus de 150 ouvrages de franchissement. Ils nous ont

toujours interpellé au besoin ; écouté quand il le fallait et pris des mesures adéquates et efficaces pour l'atteinte des objectifs du programme. Aujourd'hui les résultats du programme sont perceptibles sur les plans social, économique, sanitaire, environnemental, etc. Les populations locales ont non seulement bénéficié de pistes mais aussi de revenus grâce aux travaux HIMO et sont entièrement satisfaites de la mise en œuvre de ce Programme. De nos jours, les noms HELVETAS Swiss Inter-cooperation, PrEst et Coopération Suisse sont familiers des populations.

Je me réjouis enfin de l'étude entreprise sur la capitalisation du programme et souhaite que la coopération suisse intègre les résultats dans ses autres programmes de développement en matière de désenclavement rural. L'expérience de la région de l'Est pourrait également être vulgarisée dans les autres régions du Burkina Faso et pourquoi pas à l'extérieur du pays. Je souhaite que non seulement la Coopération Suisse mais aussi d'autres acteurs appuient la région dans le domaine du désenclavement rural pour l'extension des aménagements de pistes dans les provinces de la Komondjari et de la Kompienga qui n'étaient pas couvertes par le Programme PrEst.

Quinze ans d'investissement dans la région de l'Est en matière d'aménagement de pistes rurales par l'approche HIMO, c'est énorme.

Merci à la Coopération suisse,
Merci à l'ensemble des acteurs.

Paripougouini LOMPO, Président du Conseil Régional de l'Est

A l'occasion de l'atelier « foire aux savoirs » dans le cadre de l'étude de capitalisation du programme PrEst (Fada N'gourma le 25 janvier 2017)

*La route du développement passe
par le développement de la route.*

(Président du Conseil régional de l'est)

RÉFÉRENCES CHOISIES

Documents

- Documents programmatiques et études de la Coopération suisse, DDC
- Documents produits dans le cadre du PrEst (Programmation, rapports, évaluations, études, documents méthodologiques et de formations)
- Plan Directeur Régional de Pistes Rurales 2015 – 2019 de l'Est
- Difficile intégration des petites et moyennes entreprises dans l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)-l'exemple prometteur de HELVETAS Swiss Intercooperation au Burkina Faso, YONLI/COM-PAORE Bernadine, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève, 2014
- STOCK / Elisabeth A. (1996): Les programmes routiers à haute intensité de main d'œuvre: Problèmes et Solutions. L'expérience du Ghana. Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne, Banque mondiale et Commission économique pour l'Afrique. Document de travail SSATP No 24F
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL GENEVE / Franco, Olivier et Eddy Bynens (1998) - l'Approche HIMO et investissements routiers: Perspectives pour la Création d'Emplois et l'Economie de Devises à Madagascar
- Impacts socio-économiques des pistes rurales dans la région de l'Est du Burkina Faso, Cycle postgrade sur le Développement. (Christel Jost, Julien Matter, Diane Mamady).
- Steven Miller, consultant du bureau international du travail / Vers une stratégie de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre au Burkina Faso (janvier 2012)

Liens

- Programme HIMO de l'OIT (Organisation internationale du travail) <http://www.ilo.ch/public/french/employment/recon/eip/about/index.htm>
- KfW Ex Post Evaluation Reports <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/International-financing/KfW-Development-Bank/Evaluations/Results/Ex-post-Evaluierungsberichte-A-B/>

Remerciements à :

L'ensemble des personnes rencontrées dans le cadre de cette mission, notamment :

- Le Bureau de la Coopération Suisse à Ouagadougou (La Direction et l'équipe opérationnelle : Jean-Bernard Dubois, Jean-Pierre Salambéré, Nathalie Nikie-ma et Alice Thomann)
- Les représentants des Institutions de l'Etat (Ministère des Infrastructures)
- Les représentants des Collectivités territoriales (Région de l'Est, communes)
- Les représentants des villages, de la population et des entreprises
- Les partenaires du programme (HELVETAS Swiss Intercooperation)

Impressum :

Publication Bureau de la Coopération suisse au Burkina Faso, Ouagadougou
Juin 2017

Rédaction

SEREC Sàrl, François Parvex et Florian Seeger www.serec.ch
Dramane Coulibaly, CESAO, dramane_c@yahoo.fr
Alain Tossounon, Best Consulting,
Cotonou, tossounon@gmail.com

Edition

Calligraphy.ch SA, Sierre, www.calligraphy.ch
Mise en page Magaly VALETTE, compo@calligraphy.ch
Papier Offset PlanoJet - FSC





Pour plus d'informations :

Bureau de la coopération suisse DDC et Agence consulaire
770, avenue Kwamé N'Krumah
Ouagadougou
Burkina Faso

Tél. +226 25 30 67 29

+226 25 31 05 74

+226 25 31 88 81

Fax +226 25 31 04 66

ouagadougou@eda.admin.ch



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

